



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 14 février 2003

VOIR AUSSI

◆ Les automobilistes faisant la navette sont un million de plus

Au cours de la semaine précédant le recensement du 15 mai 2001, il y avait presque un million de plus d'automobilistes sur les routes du Canada que cinq ans plus tôt.

◆ La plupart des francophones hors Québec travaillent en français

D'après le Recensement de 2001, deux tiers des 566 000 travailleurs francophones utilisent le français au travail à l'extérieur du Québec. Cela veut dire qu'ils lisent, écrivent et parlent français « plus souvent » ou « régulièrement ».

◆ Les femmes font toujours la majeure partie des travaux ménagers

D'après le Recensement de 2001, ce sont encore les femmes qui font la part du lion des travaux ménagers et s'occupent des enfants.

◆ L'emploi à temps plein toujours en hausse

Le taux de chômage a fléchi de 0,1 point de pourcentage en janvier pour se fixer à 7,4 %, en raison d'une légère baisse du nombre de personnes à la recherche d'emploi. Le travail à temps plein a continué d'augmenter avec une hausse de 34 000 postes en janvier, ce qui porte le gain à cet égard à 3,1 % pour les 13 derniers mois.

◆ Permis de construction : la demande de logements entraîne un record annuel

La valeur des permis de bâtir s'est élevée à 45,9 milliards de dollars en 2002, ce qui dépasse le sommet de 40,0 milliards de dollars enregistré en 1989. Ce record exceptionnel s'explique par la forte demande de nouveaux logements dans tout le pays.

Le vieillissement de la population active risque d'entraîner une pénurie de main-d'œuvre

D'après le Recensement de 2001, le vieillissement de la population active canadienne est tel que, dans dix ans, le pays risque de faire face à une pénurie de main-d'œuvre dans certaines professions.

En effet, la main-d'œuvre canadienne est devenue beaucoup plus « grisonnante » au cours des dix dernières années, l'âge moyen de la population active passant de 37,1 ans en 1991 à 39,0 ans en 2001.

Vers la fin de la décennie, 15 % de la population active étaient à 10 ans de l'âge de la retraite. D'ici 2011, lorsque pratiquement un cinquième de la génération du baby-boom aura au moins 61 ans, il pourrait y avoir une pénurie de main-d'œuvre dans certaines professions.

(suite à la page 2)

Indicateurs de vieillissement, selon certaines professions, Canada

	Pourcentage des 55 ans et plus		Âge moyen	
	1991	2001	1991	2001
Professions de la santé				
Médecins spécialistes	23,1	24,5	44,2	45,6
Omnipraticiens, médecins de famille	18,0	21,4	42,2	45,2
Infirmières autorisées	8,0	12,5	38,7	42,9
Éducation				
Professeurs d'université	19,5	28,7	45,2	47,1
Enseignants au niveau collégial	10,8	17,1	41,0	43,9
Métiers spécialisés				
Entrepreneurs en tuyauterie	17,5	18,1	43,4	44,1
Entrepreneurs en menuiserie	16,8	15,8	41,4	43,1
Briqueurs	15,7	17,5	38,9	41,7
Plombiers	11,4	14,3	37,6	40,5
Professions dont la main-d'œuvre est relativement jeune				
Professions de technologies de l'information	2,5	3,6	33,6	35,7
Ingénieurs du secteur pétrolier	6,9	9,5	37,4	40,2
Ingénieurs en aérospatiale	10,0	9,6	37,8	39,8



Le vieillissement... (suite de la page 1)

En outre, les taux de fécondité sont restés faibles depuis les 30 dernières années. Par conséquent, moins de jeunes font leur entrée dans la population en âge de travailler pour remplacer celles qui approchent de la retraite. En 2001, pour chaque personne âgée de 55 ans et plus, on comptait 2,7 personnes âgées de 20 à 34 ans sur le marché du travail, en baisse par rapport à 3,7 en 1981.

Le Canada fait de plus en plus appel à l'immigration pour combler ses besoins en main-d'œuvre instruite et qualifiée. Le recensement révèle que les immigrants qui se sont établis au Canada dans les années 1990, et qui faisaient partie de la population active en 2001, constituaient près de 70 % de la croissance totale de la population active au cours de la décennie.

Si les taux actuels d'immigration se maintiennent, c'est toute la croissance de la population active qui pourrait lui être attribuable en 2011.

Au 15 mai 2001, la population active canadienne était composée de 15,6 millions de personnes, contre 14,2 millions la décennie précédente. Le nombre de femmes au sein de la population active a crû deux fois plus rapidement que celui des hommes, augmentant de 13,8 % par rapport à 1991, pour atteindre 7,3 millions. En outre, les femmes sont plus présentes dans les professions « non traditionnelles », surtout celles qui sont hautement qualifiées.

Le vieillissement de la population active n'est pas unique au Canada. Ce qui nous distingue des autres pays, c'est la grande taille de la génération du baby-boom et les conséquences du retrait imminent de ce groupe du marché du travail.

À partir de 2010, on s'attend à une progression rapide de la proportion des 65 ans et plus dans la population. Cela sera amplifié par le faible taux de natalité et l'accroissement de la longévité.

Le départ à la retraite des baby-boomers aura d'importantes répercussions sur la taille du marché du travail, surtout lors de l'arrivée des petites cohortes de jeunes travailleurs. En 2001, les baby-boomers âgés de 37 à 55 ans représentaient 47 % de la population active. Dans dix ans, la moitié d'entre eux sera âgée de 55 ans et plus et 18 % auront dépassé 60 ans.

Par conséquent, de nombreuses professions — celles de médecin, d'infirmière, d'enseignant, de plombier et d'électricien — pourraient souffrir de pénuries de travailleurs d'ici 2011.

En 2001, l'âge moyen des médecins spécialistes se situait à 45,6 ans. Près de 25 % d'entre eux étaient âgés de 55 ans et plus, contre 23 % en 1991. Cette proportion était plus de deux fois supérieure à celle de l'ensemble de la population active.

Les professeurs d'université et de collège sont en moyenne plus âgés que l'ensemble de la population active. En 2001, près de 29 % des professeurs d'université étaient âgés de 55 ans et plus, ce qui est nettement supérieur aux 19 % enregistrés une décennie plus tôt. En 2001, plus de 17 % des professeurs de collège étaient âgés de 55 ans et plus, contre moins de 11 % en 1991.

Dans plusieurs métiers spécialisés du secteur de la construction — tels que celui de briqueteur, de charpentier et d'entrepreneur en tuyauterie — on trouve des proportions importantes de travailleurs âgés, ce qui risque d'entraîner des pénuries dans les années à venir.

L'immigration a été une importante source de croissance de la population active dans les années 1990. Au 15 mai 2001, près de 3,2 millions de personnes dans la population active, soit 20 % du total, étaient nées à l'extérieur du pays.

Au cours des années 1990, une moyenne annuelle d'environ 220 400 immigrants sont venus s'installer au Canada. Cela représentait un accroissement considérable par rapport à la moyenne annuelle des années 1980, qui s'établissait à 125 400.

En 2001, au total, 977 500 immigrants arrivés dans les années 1990 faisaient partie de la population active. Ils représentaient presque 70 % de la croissance totale de la population active au cours de la décennie. La grande majorité d'entre eux ont intégré le marché du travail ontarien.

Le recensement a révélé une forte hausse de la proportion des immigrants récents dans les professions hautement qualifiées au cours de la décennie. Les nouveaux immigrants ont certainement joué un rôle clé dans la croissance de ces professions, particulièrement pour celles liées aux technologies de l'information et à la comptabilité.

Par exemple, en 1991, seulement 3 % environ de la population active de 25 à 44 ans travaillaient dans la technologie de l'information. En 2001, cette proportion a plus que quadruplé pour atteindre 12 %. Par contre, 3,0 % des personnes nées au Canada occupaient un poste dans le domaine de la technologie de l'information.

Cependant, même si elle était en baisse, une forte proportion d'immigrants récents exerçait un métier peu qualifié en 2001. C'était le cas de 43 % de ceux âgés de 25 à 44 ans, contre 51 % dix ans plus tôt.

Pour en savoir plus, communiquez avec les Relations avec les médias, au (613) 951-4636.

Les automobilistes faisant la navette sont un million de plus

Plus de navetteurs canadiens ont utilisé le transport en commun pour se rendre au travail en 2001 qu'en 1996, selon les données du Recensement de 2001.

Toutefois, la très grande majorité prend toujours le volant pour la navette quotidienne. De fait, on comptait près d'un million de conducteurs de plus sur nos routes dans la semaine précédant le 15 mai 2001 que cinq ans auparavant.

D'après le recensement, 13,5 millions de personnes faisant partie de la population active doivent se déplacer pour se rendre à leur lieu de travail, en hausse de 10,4 % par rapport à 1996.

Parmi ces personnes, un peu plus de 1,4 million se rendaient d'habitude au travail au moyen d'une quelconque forme de transport en commun, tels l'autobus, le tramway, le métro, le train

léger, le train de banlieue ou le traversier. Environ 10,5 % des Canadiens occupés ont utilisé le transport en commun pour se rendre au travail en 2001, soit une légère hausse par rapport à 10,1 % en 1996. Toronto, Montréal et Ottawa-Gatineau ont la plus forte proportion d'utilisateurs des transports en commun.

Par contre, plus de 9,9 millions de personnes ont conduit leur automobile, camion ou fourgonnette pour se rendre au travail. Près de 74 % des navetteurs canadiens ont conduit pour se rendre au travail en 2001.

Les tendances de la navette sont devenues plus complexes. De 1981 à 2001, le nombre de travailleurs voyageant vers une municipalité de banlieue a grimpé de 74 % pour passer à 1,8 million, tandis que le nombre de ceux se déplaçant vers la ville-centre n'a augmenté que de 28 % pour atteindre 1,3 million. Ces deux flux étaient presque équivalents en 1981. En 2001, le nombre de navetteurs se déplaçant vers les municipalités de banlieue a surpassé de 42 % le nombre de ceux allant vers les villes-centres.

La plupart des francophones hors Québec travaillent en français

D'après le Recensement de 2001, deux tiers des 566 000 travailleurs francophones utilisent le français au travail à l'extérieur du Québec. Cela veut dire qu'ils lisent, écrivent et parlent français « plus souvent » ou « régulièrement ».

Ce recensement est le premier à recueillir des données sur la langue utilisée au travail. Ces données visent à donner une plus grande image de l'utilisation du français parmi les francophones.

C'est parmi les 135 000 travailleurs francophones du Nouveau-Brunswick que l'utilisation du français est la plus répandue. En

effet, 92 % d'entre eux l'utilisent. Par contre, l'utilisation du français est moins répandue en Ontario, où 69 % des travailleurs francophones en font leur langue de travail.

Au sein du Québec, 99 % des francophones utilisent le français au travail. Le recensement montre aussi que 63 % des travailleurs immigrants utilisent le français le plus souvent, contre 47 % qui utilisent l'anglais le plus souvent.

Les allophones — ceux dont la langue maternelle ni l'anglais ni le français — représentent près de 70 % de l'ensemble des travailleurs immigrants de la province.

Parmi les travailleurs immigrants allophones, le français prédomine aussi comme langue de travail : 60 % l'utilisent plus souvent, contre 48 % qui utilisent l'anglais. De tous ces travailleurs, 14 % ont déclaré utiliser les deux langues plus souvent au travail.

Les femmes font toujours la majeure partie des travaux ménagers

D'après le Recensement de 2001, ce sont encore les femmes qui font la part du lion des travaux ménagers et s'occupent des enfants.

Ce recensement est le deuxième à comporter des questions sur le travail non rémunéré. Les répondants devaient indiquer le nombre d'heures non rémunérées passées à prendre soin de personnes âgées, à faire les travaux d'entretien ménager et à s'occuper des enfants dans la semaine précédant le recensement.

En 2001, environ 21 % des femmes de 15 ans et plus ont consacré au moins 30 heures à faire des travaux ménagers non rémunérés, comparé à 8 % pour les hommes. Seulement 7,5 % des femmes ont déclaré n'avoir effectué aucun travail ménager non rémunéré, contre 13,3 % chez les hommes. Ces proportions étaient très comparables en 1996.

Près de 16 % des femmes ont consacré au moins 30 heures aux soins aux enfants, soit plus du double de la proportion de 7 % pour les hommes. Par ailleurs, environ 21 % des hommes ont consacré moins de 15 heures aux soins aux enfants par rapport à 18 % chez les femmes.

Environ 20 % des femmes ont déclaré qu'elles prenaient soin d'une personne âgée, contre 15 % chez les hommes. Seulement une fraction de la population, moins de 4 % chez les femmes et 2 % chez les hommes, ont indiqué leur avoir consacré plus de dix heures.

L'emploi à temps plein toujours en hausse

Le taux de chômage a fléchi de 0,1 point de pourcentage en janvier pour se fixer à 7,4 %, en raison d'une légère baisse du nombre de personnes à la recherche d'emploi. Le travail à temps plein a continué d'augmenter avec une hausse de 34 000 postes en janvier, ce qui porte le gain à cet égard à 3,1 % pour les 13 derniers mois.

L'emploi a baissé de 21 000 dans les services professionnels, scientifiques et techniques, surtout au Québec et en Colombie-Britannique. Cette baisse succède à une hausse de 52 000 emplois au cours de 2002 dans ce secteur d'activité.

L'emploi manufacturier a légèrement reculé (-15 000), de faibles replis étant survenus dans plusieurs provinces. Il s'agit de la quatrième baisse enregistrée au cours des cinq derniers mois, portant à 38 000 (-1,6 %) les pertes d'emploi depuis août. La baisse la plus importante a touché la fabrication de produits informatiques et électroniques.

En janvier, le nombre d'emplois dans le commerce de gros et de détail a augmenté de 16 000, portant les hausses depuis juillet 2002 à 53 000 (+2,2 %). Cette progression était répartie dans la majorité des provinces.

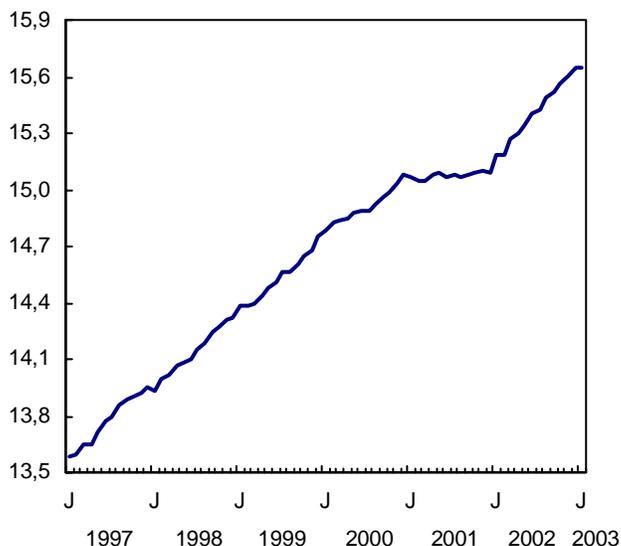
Le nombre d'emplois dans le secteur des transports et de l'entreposage a augmenté de 10 000, portant à 43 000 (+5,8 %) les hausses depuis mars 2002, mois où l'emploi dans ce secteur avait repris.

L'emploi s'est aussi accru dans les ressources naturelles (+8 000), surtout dans la foresterie et l'exploitation forestière. Les plus fortes hausses dans ce secteur sont survenues en Ontario, en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Quant au secteur de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, l'emploi s'y est accru de 11 000, ce qui a porté les gains depuis le début de 2002 à 41 000 (+4,4 %). Une partie de la vigueur de ce secteur tient vraisemblablement au dynamisme des travaux de construction en 2002.

Emploi

En millions, données désaisonnalisées



À l'échelle provinciale, la croissance de l'emploi observée au deuxième semestre de 2002 en Ontario s'est poursuivie en janvier, cette province ayant affiché une hausse de 26 000 emplois. La progression la plus importante a été relevée dans le secteur de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location ainsi que dans celui des transports. Le taux de chômage de la province a baissé de 0,2 point pour se fixer à 6,8 %.

L'emploi à Terre-Neuve-et-Labrador a augmenté de 4 000. Il s'agit de la deuxième progression mensuelle consécutive, portant les gains à 8 000 depuis novembre. Cette croissance a contrebalancé les pertes accusées de juillet à novembre. La plus forte hausse relevée en janvier a eu lieu dans le secteur des ressources naturelles. Le taux de chômage s'est replié de 0,6 point pour s'établir à 17,9 %.

Après les fortes hausses observées en 2002, l'emploi a légèrement reculé au Québec en janvier, la contraction de l'emploi à temps partiel ayant été en partie contrebalancée par une hausse de l'emploi à temps plein. Le taux de chômage a baissé de 0,1 point pour se fixer à 8,4 %.

Quant à l'Alberta, l'emploi y a fléchi de 12 000. Les pertes les plus importantes ont eu lieu dans le secteur de la construction et dans les services professionnels, scientifiques et techniques. Le taux de chômage a augmenté de 0,6 point pour atteindre 5,5 %.

Au Manitoba, le taux de chômage est resté inchangé, à 4,9 %, et en Saskatchewan, il a crû de 0,2 point pour s'établir à 5,8 %. L'emploi a peu varié dans les autres provinces.

Information population active pour la semaine se terminant le 18 janvier (71-001-XIF, 8 \$ / 78 \$) est maintenant en vente. Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Martin Tabi au (613) 951-5269 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 7.)

Enquête sur la population active, janvier 2003

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 906,1	-0,1	15 647,6	0,0	1 258,5	7,4
Terre-Neuve-et-Labrador	264,4	0,9	217,0	1,6	47,4	17,9
Île-du-Prince-Édouard	76,0	-0,3	67,6	-0,4	8,4	11,1
Nouvelle-Écosse	479,1	0,5	434,3	0,5	44,8	9,4
Nouveau-Brunswick	389,2	-0,3	349,4	-0,2	39,8	10,2
Québec	3 981,6	-0,3	3 646,8	-0,2	334,8	8,4
Ontario	6 639,8	0,1	6 191,5	0,4	448,3	6,8
Manitoba	596,4	-0,8	567,3	-0,8	29,1	4,9
Saskatchewan	518,0	-0,6	488,2	-0,7	29,8	5,8
Alberta	1 794,3	-0,1	1 695,4	-0,7	99,0	5,5
Colombie-Britannique	2 167,3	-0,4	1 990,3	-0,2	177,0	8,2

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

Permis de construction : la demande de logements entraîne un record annuel

Les municipalités ont délivré pour 45,9 milliards de dollars en permis de bâtir en 2002, dépassant ainsi le sommet annuel de 40,0 milliards de dollars enregistré en 1989. La forte demande de nouveaux logements dans tout le pays a été à l'origine de ce record exceptionnel.

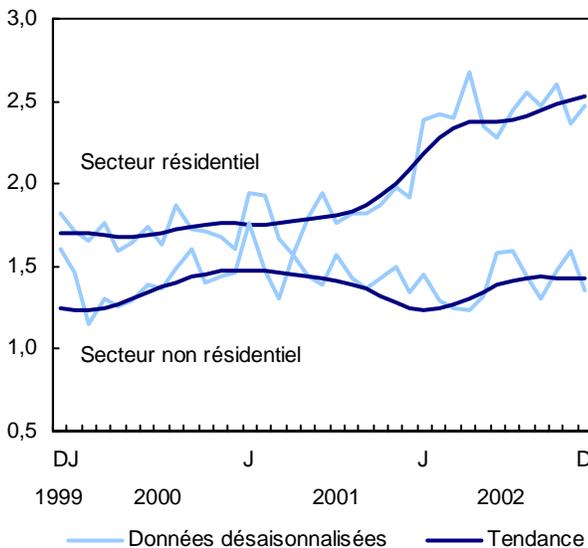
Ce total annuel représente une hausse de 16,0 % par rapport à 2001 et la septième augmentation annuelle consécutive des intentions de construction globales.

La valeur des permis de construction résidentielle s'est établie à 29,0 milliards de dollars en 2002, soit 32,1 % de plus qu'en 2001, grâce aux importantes hausses du côté des logements unifamiliaux et multifamiliaux. Pour la première fois depuis 1989, le cap des 200 000 logements pour une seule année a été dépassé, les municipalités ayant autorisé la construction de 212 400 nouveaux logements en 2002.

En 2002, la valeur des permis pour les logements unifamiliaux (qui représentent plus de 70 % du secteur résidentiel) s'est élevée à 20,9 milliards de dollars, soit 32,0 % de plus par rapport à 2001. Quant à la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux, elle a progressé de 32,3 % en 2002 et a atteint 8,1 milliards de dollars.

Valeur des permis de construction

En milliards de dollars



La plus forte croissance annuelle de l'emploi depuis 1987, les très faibles taux hypothécaires, la pénurie de logements à vendre ou à louer et la hausse du revenu disponible ont tous contribué à créer des conditions exceptionnelles qui ont incité les consommateurs à se tourner vers le marché des maisons neuves.

Chaque province, territoire et région métropolitaine a affiché une croissance des intentions de construction résidentielle en 2002. Les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest ont tous affiché de nouveaux sommets annuels quant à la valeur des permis résidentiels. De plus, 14 régions métropolitaines ont enregistré de nouveaux sommets annuels dans le secteur résidentiel, ce qui indique que l'essor du logement a touché tout le pays.

Malgré un repli de 4,1 %, le secteur non résidentiel a enregistré une valeur annuelle (16,8 milliards de dollars) qui n'a été dépassée qu'une seule fois au cours des 13 dernières années.

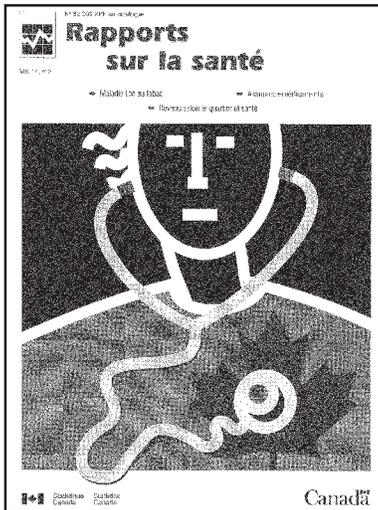
La composante institutionnelle a été la seule à afficher une hausse dans le secteur non résidentiel en 2002. La valeur des permis de construction y a atteint une valeur inégalée de 5,5 milliards de dollars, en hausse de 8,5 %, surtout grâce aux catégories des services sociaux et de l'éducation.

Les intentions de construction commerciale ont chuté pour la seconde année d'affilée en 2002, en baisse de 8,4 % par rapport à 2001 (valeur totale de 8,1 milliards de dollars). Ce repli tient surtout à la baisse du nombre de projets d'immeubles à bureaux.

La valeur de la composante industrielle a régressé de 11,1 % pour s'établir à 3,2 milliards de dollars, son plus faible niveau depuis 1996. Un fort repli dans la catégorie des usines de fabrication est à l'origine de cette baisse, en raison de la réduction du nombre de grands projets.

En décembre, la valeur des permis de construction a chuté pour le deuxième mois consécutif (-3,2 %), se fixant à 3,8 milliards de dollars. Dans le secteur non résidentiel, elle a chuté de 14,8 %, s'établissant à 1,4 milliard de dollars, en raison du repli des composantes commerciale et institutionnelle. Toutefois, la valeur des permis de construction résidentielle est demeurée élevée, affichant une hausse de 4,6 % (valeur totale de 2,5 milliards de dollars), grâce à la progression des composantes unifamiliale et multifamiliale.

Le numéro de décembre 2002 de *Permis de bâtir* (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) est maintenant en vente. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.



Rapports sur la santé Volume 14, numéro 2

Le plus récent numéro de *Rapports sur la santé* présente trois articles d'analyse : « Âge au moment du diagnostic d'une maladie liée à l'usage du tabac », « Faible revenu, inégalité du revenu et santé selon les quartiers à Toronto » et « Validité de l'autodéclaration en matière d'assurance-médicaments ».

Selon le premier article, les personnes ayant commencé à fumer pendant l'adolescence courent un plus grand risque d'être atteintes d'une maladie liée à l'usage du tabac. Le deuxième article, dont l'analyse repose sur des données touchant les secteurs de recensement de Toronto, révèle un lien significatif entre, d'une part, l'autoévaluation de la santé et, d'autre part, le faible revenu et l'inégalité du revenu au sein des quartiers. Le troisième article illustre la sous-déclaration appréciable à laquelle donne lieu la sous-estimation de la couverture par une assurance-médicaments chez les personnes âgées et les bénéficiaires de l'aide sociale, en grande partie parce qu'elles ne sont pas au courant de l'existence d'un régime provincial d'assurance-médicaments.

Ce numéro de *Rapports sur la santé*, vol. 14, n° 2 (Internet : 82-003-XIF, 15 \$ / 44 \$; papier : 82-003-XPF, 20 \$ / 58 \$) est maintenant en vente. Pour en savoir plus, communiquez avec Claude Graziadei au (613) 951-8374 (courriel : claud.graziadei@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Sixième baisse d'affilée de l'Indice de l'offre d'emploi

L'Indice de l'offre d'emploi (1996=100) a chuté pour le sixième mois consécutif pour atteindre 111,6 en janvier, en baisse de 1,7 % par rapport à décembre.

Les plus importants replis ont été observés au Québec (-2,3 %), en Ontario (-1,6 %) et en Saskatchewan (-1,1 %). L'Île-du-Prince-Édouard (+1,5 %) et la Nouvelle Écosse (+1,0 %) ont été les seules provinces à avoir enregistré une hausse.

L'Indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. Il est considéré comme un indicateur de la demande de travail mesurant les intentions des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. L'indice est désaisonnalisé et lissé pour faciliter la comparaison mensuelle.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091 ou avec Jamie Brunet au (613) 951-6684, Division de la statistique du travail.

L'Indice des prix des logements neufs affiche la plus forte hausse en plus de 12 ans

L'Indice moyen national des prix des logements neufs a progressé de 4,1 % en 2002 par rapport à 2001. Il s'agit de la plus forte hausse depuis 1989. Cela reflète la vigueur du marché des maisons neuves, qu'illustre aussi le fait que l'émission de permis de bâtir vient de connaître une année record.

En décembre, l'Indice des prix des logements neufs s'est accru de 0,3 % par rapport à novembre, ce qui a couronné une année de forte croissance du prix des maisons neuves. Par rapport à décembre 2001, cet indice a augmenté de 5,1 %. Il s'agit de la plus forte croissance annuelle en plus de 12 ans.

Il y a eu des augmentations mensuelles dans 12 des 21 centres urbains visés par l'enquête, les plus prononcées étant survenues à St. Catharines-Niagara (+0,9 %) et à Calgary (+0,8 %). La hausse du coût des matériaux et de la main-d'œuvre est la principale cause de cette croissance.

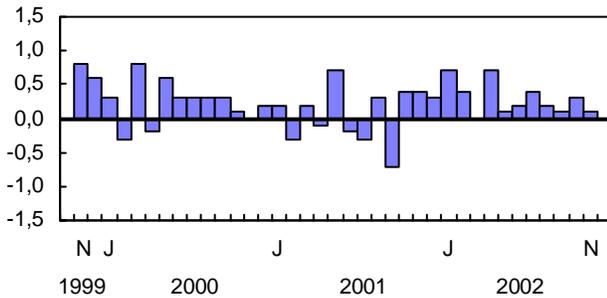
Pour la deuxième fois consécutive, Edmonton a été en tête, ayant affiché la plus forte hausse annuelle du prix des maisons neuves (+9,3 %), suivi de Montréal (+8,3 %). Québec et Ottawa-Gatineau ont vu les prix augmenter de 8,0 % sur une période de 12 mois.

Le numéro du quatrième trimestre de 2002 de *Statistiques des prix des immobilisations* (papier : 62-007-XPB, 24 \$ / 79 \$) paraîtra sous peu. Pour plus de renseignements, communiquez avec Rebecca McDougall au (613) 951-3357, Division des prix.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

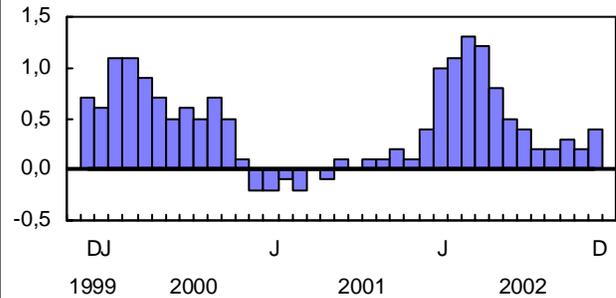
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a augmenté de 0,1 % en novembre, après avoir progressé de 0,3 % en octobre.

Indice composite

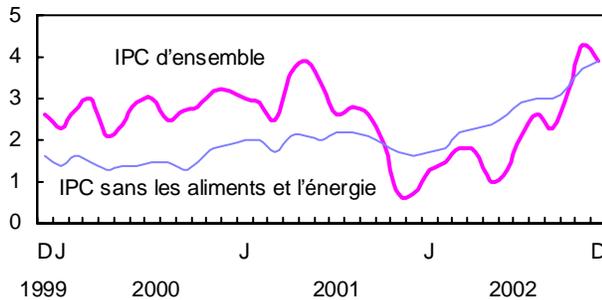
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé composite a progressé de 0,4 % en décembre, après avoir oscillé autour de 0,2 % pendant quatre mois d'affilée.

Indice des prix à la consommation

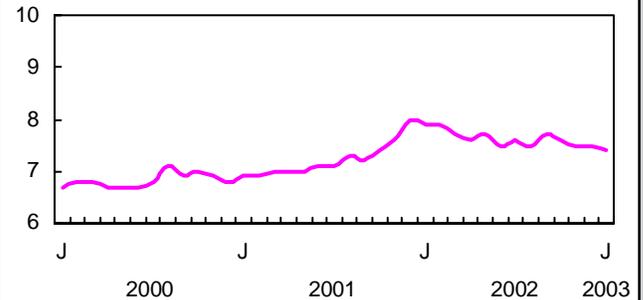
Variation annuelle en %



En décembre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 3,9 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont aussi augmenté de 3,9 %.

Taux de chômage

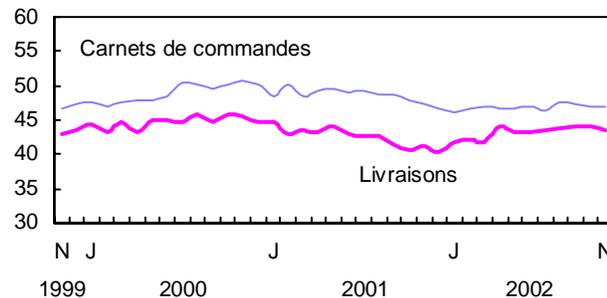
%



En janvier, le taux de chômage a baissé de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 7,4 %.

Fabrication

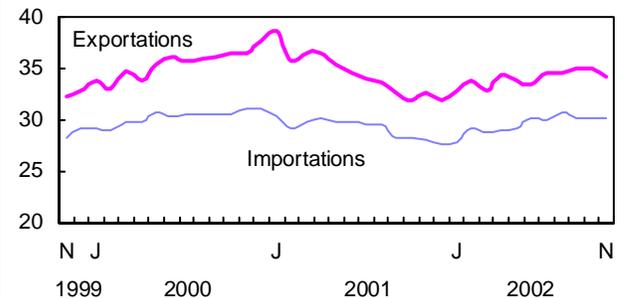
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont baissé de 1,3 % en novembre pour atteindre 43,6 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont reculé de 0,2 % pour se fixer à 46,9 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En novembre, les exportations ont fléchi de 2,2 % pour se fixer à 34,3 milliards de dollars. Les importations ont baissé de 0,1 % pour se fixer à 30,2 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	novembre	984,4	0,1 %	3,7 %
Indice composite (1992 = 100)	décembre	180,6	0,4 %	7,9 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 2002	40,3	2,6 %	12,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	3 ^e trim. de 2002	83,3	0,8 †	2,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	novembre	25,8	-0,6 %	5,1 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	décembre*	150,3	6,3 %	2,7 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	novembre	35,9	0,3 %	8,8 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier*	15,6	0,0 %	3,1 %
Taux de chômage (%)	janvier*	7,4	-0,1 †	-0,5 †
Taux d'activité (%)	janvier*	67,3	-0,2 †	-0,8 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	novembre	684,76	0,31 %	2,05 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	janvier	111,6	-1,7 %	-11,3 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	novembre	550,5	-1,1 %	-1,6 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	34,3	-2,2 %	5,0 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	30,2	-0,1 %	7,8 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	novembre	4,1	-0,8	-0,6
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	novembre	43,6	-1,3 %	5,8 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	novembre	43,5	-0,9 %	6,8 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	novembre	46,9	-0,2 %	-1,1 %
Ratio des stocks aux livraisons	novembre	1,46	0,04	-0,07
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	décembre	120,4	-0,3 %	3,9 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	décembre	108,2	-0,4 %	2,8 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	décembre	118,4	4,2 %	17,6 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	décembre*	112,8	0,3 %	5,1 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.

2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 6 au 12 février 2003

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Bilan du secteur agricole: statistiques économiques agricoles, vol. 1, n° 2		21-016-XIF	gratuit
Compte de la valeur ajoutée agricole: statistiques économiques agricoles, vol. 1, n° 2		21-017-XIF	gratuit
Mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles: statistiques économiques agricoles, vol. 1, n° 2		21-018-XIF	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment	décembre 2002	44-001-XIB	5/47
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	décembre 2002	41-006-XIB	5/47
Guide statistique de l'énergie	3 ^e trim. de 2002	57-601-XCB	150
Guide statistique de l'énergie	3 ^e trim. de 2002	57-601-XIF	35/100
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	décembre 2002	46-002-XIF	5/47
INDUSTRIES DE SERVICE			
Indicateurs des services	3 ^e trim. de 2002	63-016-XIB	26/87
Indicateurs des services	3 ^e trim. de 2002	63-016-XPB	35/116
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	décembre 2002	64-001-XIF	14/145
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Statistique des sciences, vol. 27, n° 1		88-001-XIB	6/59
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information population active, pour la semaine se terminant le 18 janvier, 2003		71-001-XIF	8/78
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Rapports sur la santé, vol. 14, n° 2		82-003-XIF	15/44
Rapports sur la santé, vol. 14, n° 2		82-003-XPB	20/58

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».